

Syndicat Mixte Autolib'



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS SEANCE DU 25 FEVRIER 2010

Le vingt-cinq février 2010 les membres du comité syndical, dûment convoqués le 15 février 2010, se sont réunis en séance publique en son siège à l'Hôtel de Ville de Paris, à 15 heures, sous la présidence de **Madame Annick LEPETIT**, Présidente du Comité Syndical.

Étaient présents,

Pierre AVRIL, CA Sud de Seine (MALAKOFF)
Samuel BESNARD, CACHAN
Gérald CALZETTONI, ROMAINVILLE
Geneviève GAILLABAUD, LA GARENNE COLOMBES
Jacques GODARD, LE BOURGET
Christian METAIRIE, ARCUEIL
Jean-Luc MILLARD, DRANCY
Patrice PATTEE, SCEAUX
René ROUQUET, CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (ALFORTVILLE)
Sophie TAILLE-POLIAN, VILLEJUIF
Nourdin MAROUF, MAISONS-ALFORT

A également assisté à la séance sans participation au vote **Vincent MOUTARDE**, représentant la **Région ILE-DE-FRANCE**

Ont donné pouvoir en leur nom avant l'ouverture de la séance :

Alain BORTOLAMEOLLI, VILLENEUVE-LA-GARENNE à **Françoise FOUGEROLE**, SAINT-MANDÉ
Pascal BUCHET, CA Sud de Seine (FONTENAY-AUX-ROSES) à **Pierre AVRIL** CA Sud de Seine (MALAKOFF)
Nicolas CHOJNACKI, MONTROUGE, à **Patrice PATTEE**, SCEAUX
Guillaume GARDILLOU, CA Val de Seine (BOULOGNE BILLANCOURT) à **Geneviève GAILLABAUD**, LA GARENNE COLOMBES
Aude EVIN, Région ILE-DE-FRANCE à **René ROUQUET** CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (ALFORTVILLE)
Benoît WOESSMER, CC de Charenton-Saint-Maurice (SAINT-MAURICE) à **Anne-Marie THIERCE**
Bruno CHANUT (NANTERRE) à **Samuel BESNARD**

Etait absents et représentés :

Patrick BEAUDOUIN, SAINT-MANDÉ, par **Françoise FOUGEROLE**
Michel DELOISON, NEUILLY-SUR-SEINE, par **Valérie GALLAIS**
Sophie DESCHIENS, LEVALLOIS-PERRET, **Bertrand PERCIE DU SERT**
Delphine HERBERT, CHARENTON LE PONT, **Anne-Marie THIERCE**

Étaient absents et non représentés :

Laurent CATHALA, CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (CRETEIL)
Jacques DUBY, CA Val de Seine (SEVRES)
Marc EVERBECQ, BAGNOLET
Philippe KALTENBACH, CA Sud de Seine (CLAMART)
Philippe LEBEAU, PANTIN
Pierre MANSAT, PARIS
Christophe PAQUIS, LES LILAS
Joseph ROSSIGNOL, CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (LIMEIL-BRÉVANNES)
Bruno TUDER, CA Sud de Seine (BAGNEUX)

Délibération n°2010-012 - Approbation d'une convention avec l'Association d'Action Sociale en faveur des Personnels de la Ville de Paris et du Département de Paris (ASPP)

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts du syndicat mixte Autolib',

Considérant qu'il y lieu de participer à la restauration du personnel du syndicat en concluant une convention avec l'Association d'Action Sociale en faveur des Personnels de la Ville de Paris et du Département de Paris (ASPP),

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

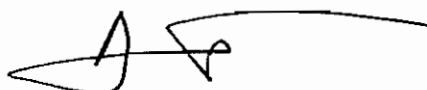
DECIDE

Article premier : d'approuver les termes de la convention à intervenir avec l'Association d'Action Sociale en faveur des Personnels de la Ville de Paris et du Département de Paris (ASPP).

Article deuxième : d'autoriser la Présidente à signer la convention afférente.

Délibération adoptée à l'unanimité

La Présidente du
Comité Syndical



Annick LEPETIT



CONVENTION

ENTRE : Le Syndicat Mixte Autolib' dont le siège social se situe Hôtel de Ville de Paris – 75004 Paris, représenté par Madame Annick LEPETIT, Présidente,

ET : L'Association d'Action Sociale en faveur des personnels de la Ville de Paris et du Département de Paris (A.S.P.P.) dont le siège social se situe au 35, boulevard de Sébastopol 75001 Paris, représentée par Eric ROBINNE, Directeur Général.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I : Les personnels du Syndicat Mixte Autolib' sont autorisés à accéder aux restaurants administratifs en libre-service (y compris les Croq'Pouces) gérés par l'A.S.P.P.

ARTICLE II : Des cartes d'accès nominatives sont délivrées aux intéressés.
Les employés s'acquittent à la caisse du prix de leur repas défini en fonction des denrées composant le plateau.

Les augmentations tarifaires sont portées à la connaissance des usagers, par affichage sur les sites, dans le mois précédant leur mise en application.

ARTICLE III : Le Syndicat Mixte Autolib' s'engage à verser chaque mois, dans un délai de 30 jours, sur présentation d'une facture établie par l'A.S.P.P., une participation (P) par repas effectivement consommé. Le montant de la participation est fixé à 5,26€ TTC au 1^{er} janvier 2010.

ARTICLE IV : Des cartes d'accès nominatives sont délivrées aux intéressés suivant une liste nominative transmise par le Syndicat Mixte Autolib' à l'A.S.P.P. aux fins d'établissement des cartes magnétiques.

Tous les changements concernant l'effectif seront communiqués par le Syndicat Mixte Autolib' à l'A.S.P.P. uniquement par écrit (télécopie ou courrier) par l'envoi d'une nouvelle liste nominative. Les cartes devant être clôturées doivent obligatoirement être jointes au courrier. En aucun cas, les modifications ne pourront avoir d'effet rétroactif et seront prises en compte le jour suivant l'arrivée du courrier ou du fax à l'A.S.P.P.

ARTICLE V : Chaque agent désigné par le Syndicat Mixte Autolib' doit être porteur d'une carte magnétique d'accès aux restaurants administratifs de la Mairie de Paris. A chaque passage en caisse, un ticket lui est remis pour vérification de sa consommation.
Le Syndicat Mixte Autolib' se charge de communiquer et de faire appliquer par son personnel les différentes procédures relatives à l'utilisation des cartes magnétiques.
L'A.S.P.P. se réserve le droit de modifier ses procédures sans que le Syndicat Mixte Autolib' puisse s'y opposer étant précisé qu'en cas de modification, l'A.S.P.P. communiquera par écrit la teneur des changements effectués.

ARTICLE VI : En cas de perte, de détérioration ou de vol de la carte magnétique d'accès, le titulaire de la carte doit obligatoirement fournir au Syndicat Mixte Autolib' une déclaration du commissariat de police ou à défaut une déclaration sur l'honneur pour qu'une nouvelle carte lui soit attribuée. Le Syndicat Mixte Autolib' doit prévenir immédiatement l'A.S.P.P. par télécopie afin de bloquer toute utilisation du compte par une autre personne et devra envoyer l'original de la déclaration par courrier à l'A.S.P.P.
Une somme de 1,52€ (tarif 2010) sera débitée directement sur le compte de l'agent pour le renouvellement de la carte.

ARTICLE VII : Le montant de la participation (P) est révisé au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution annuelle de l'indice INSEE (identifiant : 063902687) du mois d'octobre (indice des prix à la consommation, ensemble des ménages, repas dans un restaurant d'entreprise ou d'administration), soit :

$$P = P_o \times (G/G_o)$$

P = Nouvelle participation

P_o = Participation au 1^{er} janvier de l'année N-1

G = Valeur de l'indice INSEE des prix à la consommation, ensemble des ménages, repas dans un restaurant d'entreprise ou d'administration - correspondant à l'indice d'octobre de l'année de réajustement.

G_o = Valeur de l'indice INSEE des prix à la consommation, ensemble des ménages, repas dans un restaurant d'entreprise ou d'administration - correspondant à l'indice d'octobre pour l'année N-1.

L'évolution de la participation contractuelle ne pourra pas excéder -1% et +4%. En cas de dépassement du taux de 4%, les parties conviennent de se réunir dans les deux mois qui suivent la date anniversaire de la clause de révision afin d'établir une proposition visant à être présentée au Conseil d'Administration de l'A.S.P.P.

ARTICLE VIII : Le Syndicat Mixte Autolib' peut acheter des contremarques aux tarifs suivants (tarifs TTC 1^{er} janvier 2010)

- 8,64€ TTC donnant droit à un repas comprenant 1 entrée, 1 plat garni, 1 fromage, 1 pain et 1 dessert.
- 9,48€ TTC donnant droit à un repas comprenant 1 entrée, 1 plat garni, 1 fromage, 1 dessert, 1 pain et ¼ boisson.

Le Syndicat Mixte Autolib' passe commande à l'A.S.P.P. par fax du nombre de contremarques souhaité et règle le montant total de la commande au plus tard au moment du retrait des contremarques.

La personne titulaire d'une contremarque accède au libre-service, compose son plateau en fonction du type de contremarque choisi, puis remet la contremarque lors de son passage en caisse.

Chaque contremarque est valable pour une année civile, elle ne peut être ni remboursée ni échangée.

Le tarif des contremarques est réévalué par l'A.S.P.P. au 1^{er} janvier de chaque année.

ARTICLE IX : L'A.S.P.P. se charge du suivi administratif de la convention et informe le Syndicat Mixte Autolib' des décisions prises en matière d'extension ou de modification des prestations, dans un délai minimum d'un mois précédant leur entrée en vigueur, afin de lui permettre de les porter à la connaissance du personnel placé sous son autorité. Ces modifications ou extensions feront l'objet le cas échéant, d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE X : Dans le cadre de la présente convention, le Syndicat Mixte Autolib' désignera un représentant qui sera mandaté pour participer au « comité d'usagers » du restaurant habituel de consommation afin d'être informé des éléments relatifs au fonctionnement du restaurant administratif. L'information du « comité d'usagers » sera réalisée par un membre de l'A.S.P.P., désigné par la Direction Générale.

L'ASPP devra être informée par écrit de tout changement de représentant.

ARTICLE XI : La présente convention prend effet à compter de sa date de signature, pour une période d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction sauf résiliation de la convention par l'une ou l'autre des parties, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'un mois.

En cas de résiliation de la convention par le Syndicat Mixte Autolib', les comptes des agents seront bloqués par l'A.S.P.P. à la date de résiliation figurant au courrier ou à défaut le jour suivant sa date de réception.

Dès que la résiliation de la convention est effective, le Syndicat Mixte Autolib' devra obligatoirement renvoyer toutes les cartes magnétiques à l'A.S.P.P.

Toute carte non rendue sera facturée au Syndicat Mixte Autolib' selon le tarif en vigueur à la date de la résiliation (2010 : 1,52 €)

ARTICLE XII : En cas d'évènements exceptionnels (grève, problèmes de sécurité...), l'A.S.P.P. se réserve le droit de refuser, sans préavis, l'accès aux restaurants administratifs.

ARTICLE XIII : Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile, à savoir :

- Le Syndicat Mixte Autolib' en son siège social sus-indiqué,
- L'A.S.P.P. en son siège social sus-indiqué.

Faire précéder la signature de la mention *Fait à Paris, le 17 février 2010*
manuscrite « lu et approuvé » (+ cachet) En deux exemplaires

La Présidente
du Syndicat Mixte Autolib'

Annick LEPETIT

Le Directeur Général
de l'A.S.P.P.



Eric ROBINNE